L'ABEILLE DE LA N. ORLEANS.

Bureaux, No 73, rue de Chartres.

NOUVELLE-ORLEANS.

MERCREDI, 26 JUIN.

Compagnie d'Assurance Mutuelle de la Louisiane.

TREIZIEME ETAT ANNUEL.

CONFORMEMENT à la Charte, la Compagnie publie l'état suivant : [illegible]

Total des primes de l'année [illegible]

[illegible]

Bénéfice net	$ 189,477 41

L'actif de la Compagnie est comme suit : [illegible]

Le tableau qui précède est une copie exacte des livres de la Compagnie.

CHAS. BRIGGS, Président.

J. P. Roux, Secrétaire.

ETAT DE LA LOUISIANE, Paroisse d'Orléans, ville de la Nouvelle-Orléans. Assermenté et signé pardevant moi, ce 19 mars 1867.

PAUL W. COLLENS, Troisième juge de Paix.

Les Directeurs ont résolu de déclarer un dividende-scrip de trente pour cent sur le montant net des primes de l'année expirée le 28 février 1867 [illegible]

Il sera payé, le deuxième lundi de mai 1867, aux porteurs ou à leurs ayant-cause, six pour cent d'intérêt sur tous les certificats de scrip non encore payés.

CHAS BRIGGS, Président.

ANT. CARRIERE, Vice-Président.

J. P. Roux, Secrétaire.

—DIRECTEURS—

Charles Briggs, A B Montgomery, Ant Carrière, Chas Weishaar, Geo A Fosdick, A Lecour, Henry Pi cher, Frank Williams, F Bruder, Thomas Byrne, Chas Leitz, John Thornhill, John A Monsell, W A Violett, P Anderson, D Plangie, Alfred Koers, Hugh [illegible], A Poriche, Harlow J Phelps, Geo W Dunbar, Wm H Pinckard, B P Stockmeyer, Henry H Bryan, Geo W Hynson, John B Walls, Arch'd Montgomery, J B Ehlers, Henry J Voss, George Foster, E Marqueze, Andrew Stewart.

SEPTIEME ETAT ANNUEL DE LA Compagnie d'Assurance Mutuelle du Crescent de la Nlle-Orléans.

Nlle-Orléans, 22 mai 1866.

LES Directeurs, conformément à la charte, soumettent l'état suivant des affaires de la Compagnie, le 30 avril 1866 :

Primes d'incendie	$392,131 71	
Primes de marine	138,395 15	
Primes de rivières	146,249 55	
		$1,027,380 [illegible]

[illegible]

Bénéfice net	$ 207,751 [illegible]

Le tableau qui précède est une copie exacte des livres de la Compagnie.

THOMAS A. ADAMS Président.

HENRY V. OGDEN, Secrétaire.

La Compagnie payera un intérêt de 6 pour cent sur tous les certificats non payés [illegible]

THOMAS A. ADAMS, Président.

SAMUEL H. KENNEDY, Vice-Président.

HENRY V. OGDEN, Secrétaire.

—DIRECTEURS—

Thos. A. Adams, Sam'l H. Kennedy, C. D. Buddecke, James J. Hanna, Sam'l B. Newman, A. Dubill, F. H. Foley, Wm. Edwards, J. Newman Jackson, A. Obel, A. Thomson, A. B. Reading.

Compagnie d'Assurance Mutuelle de la Nlle-Orléans.

SEPTIEME ETAT ANNUEL.

CONFORMEMENT à sa charte la Compagnie présente l'état suivant :

[illegible]

ETAT DE LA LOUISIANE, Paroisse d'Orléans, Ville de la Nlle-Orléans.

Qu'on se souvienne qu'aujourd'hui 9 janvier 1867, pardevant moi, soussigné, Juge de paix dans et pour la susdite paroisse, a été présenté J. Tuyes, Président, et J. W. Hincks, Secrétaire de la Compagnie d'Assurance Mutuelle de la Nouvelle-Orléans [illegible]

J. TUYES, Président.

J. W. HINCKS, Secrétaire.

PAUL W. COLLENS, Troisième Juge de Paix de la Paroisse d'Orléans.

Le 7 du courant, à une réunion des Directeurs, il a été résolu de déclarer un dividende-scrip de VINGT-CINQ pour cent sur le montant net des primes de la Compagnie pour l'année expirée le 31 décembre 1866 [illegible]

Directeurs :

Geo. Urquhart, Wm Stevens, A. Rochereau, Chs. Lafitte, G. W. Babcock, A. Schreiber, J. A. White, John Gauche, W. P. Vredenburgh, J. M. Lapeyre, T. B. Blanchard, J. Tuyes.

COMPAGNIE d'Assurance Mutuelle des Citoyens

DIXIEME ETAT ANNUEL.

CONFORMEMENT à sa charte, la Compagnie publie l'état suivant de ses affaires :

[illegible]

Le tableau qui précède est une copie exacte des livres de la Compagnie.

G. GAILLARD, Président.

H. CASTAREDE, secrétaire.

ETAT DE LA LOUISIANE, Paroisse d'Orléans, ville de la Nouvelle-Orléans.

PAUL W. COLLENS, Troisième Juge de Paix.

[illegible]

J. ALEX. VENTRESS vs M. M. MERRILL & CO.

QUATRIEME COUR de District de la Nouvelle-Orléans [illegible]

HARRY T. HAYS, Shérif de la paroisse d'Orléans.

VENTES JUDICIAIRES.

SHERRY HART vs CHARLES UEEE.

QUATRIEME COUR DE DISTRICT de la Nlle-Orléans [illegible] je procéderai le SAMEDI, vingt-neuf de juin 1867, à midi, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale [illegible]

Cette propriété appartient au défendeur au moyen de l'acquisition qu'il en a faite [illegible] en date du 14 novembre 1866.

Saisie dans l'affaire ci-dessus.

Conditions—Comptant, au moment de l'adjudication.

HARRY T. HAYS, Shérif de la paroisse d'Orléans.

L. A. Pradères vs Leonard Nicholas Jobin.

QUATRIEME Cour de District de la Nouvelle-Orléans [illegible] je procéderai le LUNDI, vingt-deux de juillet 1867, à midi, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale, entre celles du Canal et de la Douane [illegible]

HARRY T. HAYS, Shérif de la paroisse d'Orléans.

O. Talamon, Descommes & Co. vs R. W. Estlin, R. Y. Black et Henry Thornhill.

SIXIEME COUR de District de la Nouvelle-Orléans—No 17.366 [illegible]

HARRY T. HAYS, Shérif de la Paroisse d'Orléans.

Sieur & Dame BRESSOLE OIBERT vs JOSEPH MENARD.

CINQUIEME COUR DE DISTRICT de la Nouvelle-Orléans—No 17 746 [illegible] le LUNDI premier de juillet 1867 [illegible]

UN TERRAIN situé dans le Premier District de cette ville, dans l'îlet borné par les rues Tchoupitoulas, Girod, Lafayette et Foucher [illegible]

HARRY T. HAYS, Shérif de la paroisse d'Orléans.

R. LABRANCHE vs NICHOLAS BECK & al. (Thomas Wharton Collens & Theodule Dronett in solido.)

TROISIEME COUR DE DISTRICT de la Nouvelle-Orléans [illegible]

HARRY T. HAYS, Shérif de la paroisse d'Orléans.

Edwin C. Mix vs. Charles Izard.

TROISIEME COUR DE DISTRICT de la Nouvelle-Orléans—No 20,477 [illegible]

HARRY T. HAYS, Shérif de la paroisse d'Orléans.

Hôtel des Etats-Unis

— *A L'ENCAN.* —

Succession de RICHARD MURPHY—No 28722 —Seconde Cour de District de la Nouvelle-Orléans.

PAR C. E. GIRARDEY & CO., Encanteurs. NICHOLAS J. HORY, Encanteur. Bureau No 17 Place de la Bourse.

SAMEDI le 20 juillet 1867, à midi, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs rue Royale [illegible] l'HOTEL DES ETATS-UNIS [illegible]

Succession de Mme Laura V. Palfrey —No 27,461—

Vente à l'encan de scrip d'assurance du Sun.

Et la maison, de choix, en briques et à trois étages (treize bâtisses) avec un terrain dans le fond—No 162 de la rue Julia.

PAR PALFREY & HILL, H. W. PALFREY, Encanteur. Bureau, rue Carondelet, No 55.

IL sera vendu, à l'encan, SAMEDI, 29 juin 1867, à midi, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs [illegible]

Serie d'Assurance.

$ 20. Scrip d'Assurance du Sun, de 1861.

Propriétés foncières.

[illegible]

S. McCONNELL vs M. W. WETMORE.

SIXIEME COUR de District de la Nouvelle-Orléans—No 19 666 [illegible] VENDREDI cinq de juillet 1867 [illegible]

HARRY T. HAYS, Shérif de la paroisse d'Orléans.

John Arrowsmith vs E. H. Durell et als.—La Dame de Pontalba intervenante.

QUATRIEME Cour de District de la Nlle-Orléans [illegible] le SAMEDI six de juillet 1867, à midi, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs [illegible]

HARRY T. HAYS, Shérif de la paroisse d'Orléans.

No. 20,313.

Deuxième Cour de District de la Nlle-Orléans

Succession de J. C. P. Wederstrandt.

PAR moi, Victor Reaud, Shérif de la paroisse de Plaquemines, il sera vendu, JEUDI [illegible] la VIEILLE HABITATION HARLEM [illegible]

CONDITIONS DE LA VENTE : Pour la VIEILLE HABITATION HARLEM— [illegible]

Paroisse de Plaquemines, le 25 mai 1867.

V. REAUD, Shérif.

J. B. ST. AMAND vs LEONCE BAYHI.

QUATRIEME COUR DE DISTRICT de la Nouvelle-Orléans [illegible]

HARRY T. HAYS, Shérif de la Paroisse d'Orléans.

La Compagnie d'Assurance Mutuelle des Citoyens vs. Martin Gordon Jr.

SIXIEME COUR DE DISTRICT de la Nouvelle-Orléans [illegible]

HARRY T. HAYS, Shérif de la Paroisse d'Orléans.

Jno. W. Fee vs James Gonegal [illegible]

TROISIEME COUR de District de la Nlle-Orléans [illegible] PHARMACIE [illegible]

HARRY T. HAYS, Shérif de la paroisse d'Orléans.

GEO. W. LEONARD, contre L. P. SEELYE.

COUR DU DEUXIEME JUGE DE PAIX de la Paroisse d'Orléans [illegible] Deux juments sorrel. Conditions—Comptant, en billets du Trésor des Etats-Unis.

JOHN C. KUZAC, Constable.

AUSTIN THORPE & CO vs. ROCHA, BECKER & CO. (J. A. De Rocha, J. G. Becker et Wm. H. Ames.) BUTLER & PITKIN vs. LES MEMES. WRIGHT, BRINKERHOFF & CO vs. LES MEMES.

QUATRIEME COUR DE DISTRICT de la Nouvelle-Orléans—Nos 17,637, 18,570 et 18,571 [illegible]

HARRY T. HAYS, Shérif de la Paroisse d'Orléans.

ETAT DE LA LOUISIANE—Deuxième Cour de District de la Nouvelle-Orléans [illegible]

Description de la propriété d'après le verbal judiciaire, savoir : [illegible]

A. J. VILLERE, Député-Greffier.

BRADY & PALMER vs. J. R. BARCLAY.

CINQUIEME COUR DE DISTRICT de la Nouvelle-Orléans—No 17,813 [illegible]

HARRY T. HAYS, Shérif de la Paroisse d'Orléans.

MICHAEL DALTON vs la Dame Veuve ELIZABETH VIOSCA & GUSTAVE WEBER.

SIXIEME COUR de District de la Nouvelle-Orléans [illegible]

HARRY T. HAYS, Shérif de la Paroisse d'Orléans.

La Ville de la Nouvelle-Orléans pour l'usage et au profit du Fonds d'Ecole de Mc Donogh vs Walter O. Bell.

TROISIEME COUR de District de la Nouvelle-Orléans [illegible] TROIS TERRAINS [illegible]

HARRY T. HAYS, Shérif de la paroisse d'Orléans.

Succession de feu JOHN F. KEARNEY

DEUXIEME COUR DE DISTRICT de la Nouvelle-Orléans [illegible]

James B. Prague vs W. Bailey.

SIXIEME COUR DE DISTRICT de la Nouvelle-Orléans [illegible] QUATORZE CERTAINS TERRAINS [illegible]

HARRY T. HAYS, Shérif de la Paroisse d'Orléans.

Montgomery Frères & Cie vs Louis C. d'Hemecourt.

CINQUIEME COUR DE DISTRICT de la Nlle-Orléans [illegible]

HARRY T. HAYS, Shérif de la Paroisse d'Orléans.

Vente par le shérif de la Paroisse d'Orléans à l'effet d'opérer un partage.

Marie Folz épouse de Conrad Apple et al. vs. Michael Folz et al.

ACTION EN PARTAGE.

DEUXIEME COUR DE DISTRICT de la Nouvelle-Orléans [illegible]

HARRY T. HAYS, Shérif de la Paroisse d'Orléans.

La ville de BALTIMORE vs E. A. PATTERSON.

QUATRIEME COUR DE DISTRICT de la Nouvelle-Orléans [illegible] ILET DE TERRE [illegible]

HARRY T. HAYS, Shérif de la Paroisse d'Orléans.

Succession de Mme Mary Merritt—Deuxième Cour de District de la Nouvelle-Orléans—No 28,865.

PAR CHARLES E. FORTIER, Encanteur.

[illegible]

Actions du chemin de fer Crescent City et autres actions,

Billets de banque et autres billets,

Scrip, montre et chaîne en or, &c.

SUCCESSION DE RICHARD MURPHY. —No 28,722—

Deuxième Cour de District de la Nouvelle-Orléans.

PAR C. E. GIRARDEY & CO. NICHOLAS J. HORY, Encanteur.

SAMEDI, 6 juillet 1867, à midi, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs [illegible] QUATRE VINGTS (80) actions de la COMPAGNIE DE CHEMIN DE FER CRESCENT CITY [illegible] DOUZE (12) actions de la "SOCIETE DE CONSOMMATEURS DE GLACE" [illegible]

VENTES A L'ENCAN.

Propriété de prix dans le Deuxième District. Succession de Celeste Marigny.

PAR CHARLES E. FORTIER, encanteur, Bureau, No 37 Passage de la Bourse.

SAMEDI, 20 juillet, 1867 à midi, il sera vendu à la Bourse des Négociants et des Encanteurs [illegible]

Succession de Charles J. Bryant, No 28,714.

Dossier de la Deuxième Cour de District de la Nouvelle-Orléans.

PAR G. DE FERIET, encanteur, Bureau, rue Royale, No 62.

SAMEDI, le 6 juillet 1867, à midi [illegible]

Maison agréable, en bois, dans la rue St. Ferdinand, Troisième District.

—EGALEMENT—

Terrains de prix, pour bâtir, dans le même District.

Succession de Jacques Charles Roger

PAR G. DE FERIET, Encanteur, Bureau, No 62 rue Royale.

JEUDI, 11 juillet 1867, à midi [illegible]

Propriétés de prix dans le Troisième District, comprenant des résidences agréables et des terrains de prix pour bâtir, dans la rue de la Levée ou le Chemin Public, dans la rue Casacalvo ou Royale et dans la rue Lesseps, près le chemin de fer de la ville.

Succession de Nicholas Geetz. No 28,477.

PAR G. DE FERIET, encanteur, Bureau, No 62, rue Royale.

MARDI, 16 juillet 1867, à midi [illegible]

Lot de prix dans la rue du Canal, entre les rues Gayoso et Salcedo.

Succession de Phillip William Heins et de sa femme Louisa Dirker.

PAR CHARLES E. FORTIER, encanteur, Bureau, Passage de la Bourse, No 37.

MARDI, 16 juillet, à midi [illegible]

RESIDENCE A CARROLLTON.

Mme Veuve Ch. Kerner vs George Kerner et als.

No 3,045.—Deuxième Cour de District Judiciaire, Paroisse de Jefferson.

PAR C. E. GIRARDEY & CO, Encanteurs, NICHOLAS J. HORY, Encanteur.

SAMEDI le 20 de juillet 1867, à midi [illegible]

Propriété améliorée à l'encoignure des rues Religieuses et Market.

Succession d'Elizabeth Coyle.

No.—— Deuxième Cour de District de la Nouvelle-Orléans.

PAR C. E. GIRARDEY & Co.,

SAMEDI, le 20 juillet 1867 [illegible]

Morceau de terre de prix dans le Deuxième District.

Succession de Jean Boutin [illegible] No 28,877.

PAR G. DE FERIET, encanteur.

MARDI 30 juillet 1867, à midi [illegible]

GRANDE VENTE DE SUCCESSION.

Vieux Vins et Liqueurs de choix.

Succession de Richard Murphy — No 28,722. — Deuxième Cour de District de la Nouvelle-Orléans.

Par C. E. GIRARDEY & Co., NICHOLAS J. HORY, encanteur.

MARDI, 2 juillet 1867, à 11 heures du matin, au "Strong's House," No 104 de la rue St. Charles [illegible]

Maison double, No 294, rue Constance, entre les rues St. André et Joséphine.

No 28,454—Deuxième Cour de District de la Nouvelle-Orléans.

Succession de Vincent Knecht.

PAR C. E. GIRARDEY & Co., Encanteurs. M. J. HORY, encanteur.

SAMEDI le 29 juin 1867 [illegible]

NANCY JEANNE BELL, épouse de Wm. Barrett, vs WM. KEELKENBERG.

QUATRIEME COUR de District de la Nouvelle-Orléans—No 16,964 [illegible]

SUCCESSION DE JACOB S. SOLIS.

Vente importante—31 terrains situés dans un quartier destiné à être un des plus beaux de la ville, à un îlet du marché Keller et à proximité de plusieurs chemins de fer de la ville et des dépôts du chemin de fer de Jackson.

PAR ALFRED BOULIGNY, Encanteur. Bureau, rue Carondelet, No 20.

[illegible]

Résidence cottage sur la rue Ste Marie et terrains sur la rue Harmony.

François Gaston Villars vs Veuve Louis Joseph Didier Villars et ses enfants mineurs ; également vs F. M. Dugué Livaudais.

Procès pour opérer un partage.

No 28,778.—Deuxième Cour de District de la Nouvelle Orléans.

PAR C. E. GIRARDEY & CO.

SAMEDI le 29 juin 1867 [illegible]

—CONDITIONS DE LA VENTE.—

[illegible]

LEGAL NOTICES.

STATE OF LOUISIANA—SECOND DISTRICT COURT OF NEW ORLEANS.—The State of Louisiana, to all to whom these presents shall come, greeting: [illegible]

A. J. VILLERE, Dep'y Clerk.

STATE OF LOUISIANA—SIXTH DISTRICT COURT OF NEW ORLEANS.—The State of Louisiana, to all to whom these presents shall come, greeting: [illegible]

W. J. WOELPER, Clerk.

E. Levy and F. F. Trapert vs their Creditors and the Creditors of E. Levy & Co.

STATE OF LOUISIANA—SIXTH DISTRICT COURT OF NEW ORLEANS [illegible]

F. J. LAIZER, Deputy Clerk.

Succession of Florentine Zorn.

SECOND DISTRICT COURT OF NEW ORLEANS. [illegible]

F. R. O'RORKE, Clerk.

Succession of Marie J. Chazal, Widow of Jean Griffon.

SECOND DISTRICT COURT OF NEW ORLEANS. [illegible]

F. R. O'RORKE, Clerk.

THE STATE OF LOUISIANA—THIRD DISTRICT COURT OF NEW ORLEANS [illegible]

F. T. FELLOWES, Judge.

J. O. CHALON, Deputy Clerk.

United States Circuit Court.

FIFTH CIRCUIT AND DISTRICT OF LOUISIANA.

Alvin Destrehan, Widow of Amile Chazot, et al. vs. Armand Pitot, et al.—No 4080.

Fourteen Thousand Acres of Land in the Parish of Vermillion, La., and Twenty-Seven Hundred and Eight Acres of Land in the Parish of St. Landry, La.

[illegible]

IN THE PARISH OF VERMILLION

[illegible]

A. LANGE, Constable.

CONSTABLE'S SALES.

Christophe Ballacey vs. Daniel Davis.

THIRD JUSTICE OF THE PEACE—PARISH OF ORLEANS—No. 2256.—By virtue of a writ of fieri facias [illegible]

A. LANGE, Constable.

Office of the Atlantic Insurance Company of New Orleans, No. 10 Camp street, New Orleans, Jan. 10, 1867.

THIS Company have removed their Office to No. 10 Camp street, (formerly occupied by Messrs Smith, Newman & Co.) and continue to take Fire, Marine and River Risks on the most favorable terms.

—DIRECTORS—

[illegible]

H. H. THOMAS

B. RIGNEY, President,

A. D GRIEFF, Vice President

N. P. JANVIER, Secretary

DISEASES.

MR. P. GAUDOZ, Druggist, from the Paris school, reminds his friends and the public that he attends, as heretofore, to the treatment of Secret and Cutaneous Diseases. [illegible]

P. GAUDOZ, Druggist, Corner Orleans and Bourbon streets.

INSURANCES

N. O. Mutual Insurance Company

SEVENTH ANNUAL STATEMENT.

IN conformity with the requirements of their charter the Company publish the following statement [illegible]

[illegible]

STATE OF LOUISIANA, Parish of New Orleans, City of New Orleans.

Be it remembered, that on this day the 9th of January, 1867, before me [illegible] JULES TUYES, President and J. W. HINCKS, Secretary of the NEW ORLEANS MUTUAL INSURANCE COMPANY [illegible]

J. TUYES, President.

J. W. HINCKS, Secretary.

Sworn to and subscribed before me this 9th day of January, 1867.

PAUL W. COLLENS, Third Justice of the Peace, Parish of Orleans.

[illegible]

—DIRECTORS—

G. W. Babcock, Wm. Stevens, George Urquhart, A. Schreiber, J. A. White, Charles Lafitte, W. P. Vredenburg, J. M. Lapeyre, T. Bailly Blanchard, Jules Tuyes, A. Rochereau, John Gauche.

Citizens' Mutual Insurance COMPANY.

TENTH ANNUAL STATEMENT.

In conformity with the requirements of their Charter, the Company publish the following statement : Total premiums for the year ending Nov. 30, 1866 [illegible]

The above statement is a just and correct transcript from the books of the Company.

G. GAILLARD, President.

H. CASTAREDE, Secretary.

State of Louisiana, Parish of Orleans, City of Orleans. Sworn to and subscribed before me this 17th day of December, 1866.

PAUL W. COLLENS, Third Justice of the Peace.

[illegible]

TRUSTEES

J. Lorber, A. Miltenberger, A. Vecino DeGruy, J. Lemore, Jo Dauzie, L. Grand, Jas. A. White, T. Avendano, O. Gaillard, H. D'Mesne, J. A. Stevens, Mathon, A. Bidault.

Office No. 2 Carondelet street.

Sun Mutual Insurance Company

OFFICE OF THE SUN MUTUAL INSURANCE CO, New Orleans [illegible]

ELEVENTH ANNUAL STATEMENT of the affairs of the SUN MUTUAL INSURANCE COMPANY OF NEW ORLEANS FOR THE YEAR ENDING DECEMBER 31, 1866.

[illegible]

The above statement is a true and correct transcript from the books of the company

THOMAS SLOO, President.

THOS. ANDERSON, Secretary

STATE OF LOUISIANA, Parish of Orleans, City of New Orleans. Sworn to and subscribed before me this sixteenth day of January 1867.

G. H. BRAUGHN, Second Justice of the Peace Parish of Orleans

The Board of Directors have resolved to pay six per cent interest [illegible] dividend of FIFTY PER CENT. on the net earned participating premiums [illegible]

THOMAS SLOO, President.

JNO. G. GAINES, Vice-President.

THOS. ANDERSON, Secretary

—DIRECTORS—

Jas. G. Gaines, H. T. Lonsdale, Jas. C. Bicks, Sumpter Turner, R. J. Hart, B. Bisso, J. H. Stauffer, J. B. Ban, Henry Renshaw, Theo. A. James, Thos. Sloo, J. G. Bareld.

SEVENTEENTH ANNUAL STATEMENT OF THE

Crescent Mutual Insurance Company of New Orleans.

NEW ORLEANS, MAY 22, 1866.

The Trustees in conformity to the Charter, submit the following statement of the affairs of the Company on the 30th day of April, 1866:

Fire Premiums	$392,131 71	
Marine	138,395 15	
River	146,249 55	
		$1,027,780 44

[illegible]

The above statement is a true and correct transcript from the books of the Company.

THOMAS A. ADAMS, President.

HENRY V. OGDEN, Secretary.

PARISH OF ORLEANS, CITY OF NEW ORLEANS. Sworn to and subscribed before me this 22d day of May, 1866.

G. H. BRAUGHN, Second Justice of the Peace, Parish of Orleans.

The Company will pay interest at 6 per cent. in cash on all its Outstanding Certificates of Scrip to the scrip holders thereof, on and after the second Monday in July next.

The Board of Trustees have also declared a Scrip Dividend of SIXTY per cent. on the earned premiums entitled to participation for the year ending April 30th, 1866, for which certificates will be issued on and after the second Monday in August next.

THOMAS A. ADAMS, President.

SAMUEL H. KENNEDY, Vice-President.

HENRY V. OGDEN, Secretary.

—TRUSTEES.—

Thos. A. Adams, Sam'l H. Kennedy, C. T. Buddecke, James J. Hanna, Sam'l B. Newman, A. Dubill, F. H. Foley, Wm. Edwards, J. Newman Jackson, A. G. Obe, A. Thomson, A. B. Reading.

Wanted,

SMART, intelligent agents to sell KELLOGG'S U. S. MERCANTILE REGISTER.

It contains business directories of the thirteen principal cities of the United States; the Bankrupt Tariff and Revenue Laws; all the Post-offices, Telegraph stations, Money order offices, &c., in the United States—in fact, EVERYTHING that COULD interest business men generally, in a CONDENSED and simple form for EASY REFERENCE. Price only $3. It NEEDS but to be seen. The Press commend it highly. Sells well; HAS NO COMPETITION. Sample copy sent, post paid, on receipt of price. Circulars and specimen pages free. Address

G. D. KELLOGG

116 Nassau street, New York. P. O. box 5085.

AUCTION SALES.

C. E. FORTIER'S SALES.

Succession of Mrs. Mary Merritt.—Second District Court of New Orleans—No. 28,865.

BY CHAS. E. FORTIER, Auctioneer. Office—No 37 Exchange Alley.

WILL be sold on MONDAY, July 1st, 1867, at 12 o'clock m., at the Merchants' and Auctioneers' Exchange, Royal street, between Canal and Customhouse streets [illegible] A CERTAIN TRIANGULAR LOT OF GROUND [illegible]

Valuable Square of Ground on Canal street, Between Gayoso and Salcedo.

SUCCESSION OF PHILLIP WILLIAM HEINS AND HIS WIFE, LOUISA DIRKER.

BY CHARLES E. FORTIER, Auctioneer, Office No. 37 Exchange Alley.

TUESDAY, 16th July [illegible]

Valuable Property in the Second District.

Succession of Celeste Marigny.

BY CHARLES E. FORTIER, Auctioneer Office No. 37 Exchange Alley.

SATURDAY, 20th July, 1867 [illegible]

JUDICIAL SALES.

R. Labranche vs. Nicholas Beck et al, Thos. Wharton Collens and Theodule Dronett, in solido.

THIRD DISTRICT COURT OF NEW ORLEANS [illegible]

HARRY T. HAYS, Sheriff of the Parish of Orleans.

O. Talamon, Descommes & Co vs. R. W. Estlin, R. Y. Black and Henry Thornhill.

SIXTH DISTRICT COURT OF NEW ORLEANS [illegible]

HARRY T. HAYS, Sheriff of the Parish of Orleans.

STATE OF LOUISANA, PARISH OF ORLEANS, CITY OF NEW ORLEANS.

BE IT KNOWN, THAT ON THIS TENTH DAY of April in the year of our Lord one thousand eight hundred and sixty-seven [illegible] WILLIAM JOSEPH CASTELL [illegible]

ARTICLE I.

The corporate name of this Association shall be the MISSISSIPPI VALLEY NAVIGATION COMPANY.

ARTICLE II.

The place of business and legal domicil of this Corporation shall be located in the city of New Orleans.

ARTICLE III.

[illegible]

ARTICLE IV.

The President of the Association is hereby constituted the officer on whom citations may be served.

ARTICLE V.

The capital stock of this corporation is hereby fixed at Five Hundred Thousand Dollars, represented by Five Thousand Shares of One Hundred Dollars each. [illegible]

ARTICLE VI.

[illegible]

ARTICLE VII.

[illegible]

ARTICLE VIII.

The Board of Directors, as soon as practicable after their election, shall proceed to elect the officers of the Association, which shall consist of a President, Vice President, Treasurer, Secretary, Superintendent [illegible]

ARTICLE IX.

This Association shall have a corporate seal, the device of which shall be a steamboat and name of the Corporation traced thereon.

ARTICLE X.

The term for which this Corporation is formed shall be twenty five years.

ARTICLE XI.

[illegible]

ARTICLE XII

This corporation shall adopt such By-Laws hereafter as they may deem proper and necessary not inconsistent with this act.

The parties to this act are

DAVID DE HAVEN
DAVID C. MARTIN,
FRANK BAKER,
THOMAS G. RHETT,
JOHN D. STRONG,
JOHN A. A. WEST,
LEE CRANDALL,
A. W. FAULKNER.

This done and passed in my office, at New Orleans aforesaid, the day, month and year first above written [illegible]

(Signed) D. DEHAVEN, D. C. MARTIN, F. BAKER, THOS. G. RHETT, A. W. FAULKNER, JOHN D. STRONG, JOHN A. A. WEST, LEE CRANDALL, CHAS. F. LYNES, THEO. RENSHAW, W. J. CASTELL, Notary Public.

A True Copy.

W. J. CASTELL, Notary Public.

New Orleans, April 10 1867.

LEEDS'S FOUNDRY,

(ESTABLISHED IN 1825.)

Corner of Delord and Foucher Streets.

WE beg leave to inform our friends and the public generally that we are prepared, as formerly, to manufacture Steam Engines, Boilers, Sugar Mills, Sugar Kettles, Draining Machines, Saw Mills, Cotton Presses, Wheel Screws, Gin Gearing, Furnace Mouths, Grate Bars all kinds of Plantation and Steamboat Work, and every description of Machinery for the South.

LEEDS & CO.

JACOB OTT, Carpenter.

Special attention given to REPAIRING of STORES and DWELLINGS.

Cisterns Made and Repaired.

Orders left at 30 Tivoli Circle, or at L. DURAND [illegible]

CARPETING,

Floor Oil Cloth, Matting, Curtains, lately received and offered at low prices.

200 ROLLS FRESH MATTING, all colors; Carpeting of all kinds and qualities; Floor and Furniture Oil Cloth of all qualities; Window Shades new styles, all sizes, Crumb Cloths, Table and Piano Covers, Cloth Worsted India Rubber, Hair Cloth, Stair Rods, Mats, Rugs, Lace Curtains, Terres Damasks, etc. Cornices, Loops, Bands, etc. etc.

By A. BROUSSEAU & CO.

Lost.

CERTIFICATE No. 2,391, dated April 1st, 1867, issued in the name of H. De Grez & Ribard, for 10 shares of N. O. & G. W. Railroad Co. Application has been made to the Company for a new certificate.

Value of Foreign Coins.

The following is "a synopsis of the value of foreign specie moneys in the money terms and gold of the United States," prepared officially at the United States Mint, and used at the Treasury Department in Washington.

COUNTRIES.		VALUE
Austria	Silver Florin, (100 Kreutzers)	$ 4805
Belgium	Silver Franc	$ 19455
Bolivia	Silver Dollar	$ 7084
Brazil	Milrei (1000 Reis)	$ 5415
Bremen	Thaler (72 Grotes)	$ 70
Buenos Ayres	See New Granada and Mexico.	
Central America	Doubloon	$15 747
	Gold Dollar	$ 9642
	Four Dollar Piece, (2 Escudos)	$3 68 [illegible]
Chili	Gold Dollar	$ 91265
China	Tael	$1 48
	Mexican Dollar (The Chop Dollar has no standing value)	$1 05
Denmark	Silver Rigsdaler (6 Marks)	$ 5483
Ecuador	Dollar (8 Reals)	$ 80
Egypt	Piastre	$ 05
England	Pound	$484
France	Franc (100 centimes, gold), (See Belgium), Silver	$ 193
Germany	Thaler 30 Groshen	[illegible]
	Austrian florin (100 Kreutzers)	
	(See Austria) Southern Florin (60 Kreutzer)	$ 4003
Greece	Drachm (100 Lepta)	[illegible]
Hamburg	Mark Banco (16 Shillings)	$ 3043
India	Rupee (16 Annas)	[illegible]
Italy	Lira of 8 Soldi	[illegible]
	Lira of Florence	[illegible]
	Scudo of Rome	[illegible]
	Ducat of Naples	[illegible]
Japan	Itzebu	[illegible]
	Mexican Dollar	[illegible]
Mexico	Doubloon	$15 47
	Gold Dollar	[illegible]
	Silver Dollar	[illegible]
Morocco	[illegible]	[illegible]
Netherlands	Guilder	[illegible]
New Granada	Peso of 1853 Condor in gold / silver	[illegible]
Peru	Same as Bolivia	
Portugal	Milree (1000 Reis)	$1 [illegible]
Prussia	Thaler 30 Groschen	
Russia	Rouble 100 Copecks	[illegible]
Spain	Real (100 Centimes)	[illegible]
Sweden	Rigsdaler (Riksdaler)	[illegible]
Switzerland	Franc (100 Rappen) see France	
Tunis	Piastre	[illegible]
Turkey	Piastre 40 Paras, gold / silver	[illegible]

Bank Directory.

Bank of America, corner of Canal and Exchange Place—A. M. Fortier, President; J. E. Mortimer, Cashier.

Canal Bank, corner of Gravier and Camp—Geo Jonas, President; C. Jumonville, Cashier.

Crescent City Bank, No. 104 Canal street, up stairs—John Pemberton, President; Charles Farris, Cashier.

Citizens' Bank, corner of Royal and Customhouse—John G. Gaines, President; J. L. Delery, Cashier.

First National Bank, No. 37 Camp street—D. B. Forbes President; —— Vice President; Louis Mieg, Acting Cashier.

City National Bank, corner Magazine and Natchez Alley—G. W. Cochran, President; Jules Cassard, Cashier.

City Bank of New Orleans, No. 15 Commercial Place—Richard Jones, Manager.

Bank of Louisiana (in liquidation), corner Royal and Conti—Ambrose Lanfear, President; J. F. Irvine, Cashier.

Louisiana State Bank, corner of Royal and Conti—J. A. Blanc, President pro tem.; L. Bernard, Cashier.

Mechanics and Traders Bank, No. 102 Canal street—Walter G. Robinson, President; G. Cruzat, Cashier.

Bank of New Orleans, corner St. Charles and Union streets—Frank Williams, President; A. Duchiron, Cashier.

Pike, Lapeyre & Bro., No. 11 Camp street.

Southern Bank, No. 11 St. Charles street—Tosse Layton, President; John G. Devereux, Act. Cashier.

Smith, Newman & Co., cor. Camp and Common streets.

United States Treasury, No. 57 Camp street—W. K. Whittaker, Asst. Treasurer; James A. Veazie, Cashier.

Union Bank of Louisiana, No. 1?? Canal street—F. E. Lavillebeuvre, President; Geo. A. Freret, Cashier.

M. Judah, cor. Camp and Common streets.

Bayer & Co., No. ?? Camp street.

Louisiana National Bank, Common street near Camp—James Robb, President; Jos. W. Carroll, Vice President; —— Hull, Cashier.

New Regulations Concerning Stamp Duties

Commissioner Rollins, of the Internal Revenue Bureau, has just issued a pamphlet containing a schedule of stamp duties in and after March 1, 1867, and the laws and regulations concerning the purchase and use of Internal Revenue Stamps.

In all cases where an adhesive stamp is used for denoting the stamp duty upon an instrument, the person using or placing the same must write or imprint thereupon in ink the initials of his name, and the date (the year, month, and day) on which the same is attached or used. Each stamp should be separately cancelled. When stamps are printed upon checks, &c., so that in filling up the instrument the face of the stamp is and must necessarily be written across, no other cancellation will be required.

All cancellation must be distinct and legible, and, except in the case of proprietary stamps from private dies, no method of cancellation which differs from the above described can be recognized as legal and sufficient.

A person who holds an unstamped conveyance founded upon a "Confederate currency" consideration will be allowed to affix such stamps thereto as he may think sufficient, and no prosecution will be instituted by direction of the Internal Revenue Bureau for the recovery of a penalty for failure to stamp it according to the nominal amount of such consideration in United States currency at the date of its delivery, [illegible]

The validity of a deed is a question for the courts. It is one of importance to the parties, but not to the Bureau any further than the insufficiency of the stamp may affect the revenue. The foregoing is applicable to other instruments as well as to deeds.

A penalty of fifty dollars is imposed upon every person who makes, signs, or issues, or who causes to be made, signed or issued, any paper of any kind or description whatever, or who accepts, negotiates, or pays, or causes to be accepted, negotiated or paid, any bill of exchange, draft or order, or promissory note for the payment of money, without the same being duly stamped, or having thereupon an adhesive stamp for denoting the tax chargeable thereon, cancelled in the manner required by law, with intent to evade the provisions of the Revenue Act.

A penalty of two hundred dollars is imposed upon every person who pays, negotiates or offers in payment, or receives or takes in payment, any bill of exchange or order for the payment of any sum of money, drawn or purporting to be drawn in a foreign country, but payable in the United States, until the proper stamp has been affixed thereto.

A penalty of fifty dollars is imposed upon every person who fraudulently makes use of an adhesive stamp to denote the duty required by the revenue act, without effectually cancelling and obliterating the same in the manner required by law.

Attention is particularly called to the following extract from section 155 of the act of June 30, 1864, as amended by the act of July 13, 1866:

"If any person shall wilfully remove or cause to be removed, alter or cause to be altered, the cancelling or defacing marks on any adhesive stamp, with intent to use the same, or to cause the use of the same, after it shall have been once used, or shall knowingly or wilfully sell or buy such washed or restored stamps, or offer the same for sale, or give or expose the same to any person for use, or knowingly use the same or prepare the same with intent for the further use thereof, or if any person shall knowingly and without lawful excuse (the proof whereof shall be on the person accused) have in his possession any washed, restored, or altered stamps, which have been removed from any vellum, parchment, paper, instrument, or writing, then and in every such case, every person so offending, and every person knowingly and wilfully aiding, abetting, or assisting in committing any such offense as aforesaid, shall, on conviction thereof, * * * be punished by a fine not exceeding one thousand dollars, or by imprisonment and confinement to hard labor not exceeding five years, or both, at the discretion of the court."

It is reported that persons in various parts of the country, and under various pretexts, are collecting cancelled stamps, and, as it is believed, for the purpose of removing the cancelling marks therefrom and preparing them for further use.

All revenue officers have been directed to give this matter their special attention ; to acquaint the people with the true object for which such stamps are collected, and with the penalties incurred by all who in any way knowingly and wilfully aid and assist in the commission of the offence. It is believed that many stamps are gathered from persons who are ignorant of the use to which they are to be put, and innocent of all intent to defraud the revenue.

The fact that a person is collecting stamps which have once been used is sufficient to arouse strong suspicion, and calls for an immediate investigation ; and the possession of washed, restored or altered stamps is *prima facie* evidence of guilt. No pains should be spared to insure the detection and punishment of the guilty parties.

It is not lawful to record any instrument, document or paper required by law to be stamped, or any copy thereof, unless a stamp or stamps of the proper amount have been affixed and cancelled in the manner required by law ; and such instrument or copy, and the record thereof, are utterly null and void, and cannot be used or admitted as evidence in any court until the defect has been cured as provided in section 158.

Legal Rates of Interest.

The following are legal rates of interest in the several State of the Union:

Maine, 6 per cent.
New Hampshire, 6 per cent.
Vermont, 6 per cent., except upon railroad notes or bonds, which may bear 7 per cent.
Massachusetts, 6 per cent.
Rhode Island, 6 per cent.
Connecticut, 6 per cent. By the law of May, 1864, banks are prohibited, under a penalty of $500, from taking, directly or indirectly, over 6 per cent.
New York, 7 per cent.
New Jersey, 6 per cent.
Pennsylvania, 6 per cent.
Delaware, 6 per cent.
Maryland, 6 per cent.
Virginia, 6 per cent.
North Carolina, 6 per cent.
South Carolina, 7 per cent.
Georgia, 7 per cent.
Alabama, 8 per cent.
Arkansas, 6 per cent. Special contracts, in writing, in this State, will admit of interest not exceeding 10 per cent.
Florida, 6 per cent. On special contracts 8 per cent is allowed.
Illinois, 6 per cent previous to 1857, and 10 since that time.
Indiana, 6 per cent.
Iowa, 6 per cent. On special contracts and judgments 10 may be charged.
Kentucky, 6 per cent.
Louisiana, 5 to 8 per cent.
Michigan, 5 per cent. It is lawful to stipulate for any sum not exceeding 10 per cent.
Mississippi, 6 per cent. Since March, 1856, 10 per cent is allowed on special contracts.
Missouri, 6 per cent. Parties can agree for any sum not exceeding 10 per cent.
Ohio, 6 per cent, and all interest charged over this rate is illegal.
Tennessee, 6 per cent.
Texas, 8 per cent. Special agreement allowing not exceeding 12 per cent.